



Guingamp-Paimpol Agglomération

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Accord-cadre à bons de
commande : Transport et
traitement des déchets collectés
sur les déchèteries : déchets
inertes et ferrailles/batteries

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°
Date limite de remise des plis
Procédure de passation

2025_TRAITEMENT_DECHETS
10 / 06 / 2025 à 12 heures
Appel d'offres ouvert
(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Guingamp-Paimpol Agglomération

Pôle transition écologique

Représentant : Vincent LE MEAUX Le Président

Guingamp-Paimpol Agglomération

11 rue de la Trinité

22200 GUINGAMP

Téléphone : 02.96.13.59.59

Courriel : marchespublics@guingamp-paimpol.bzh

Site internet : <https://www.guingamp-paimpol-agglo.bzh/>

Profil acheteur : <https://marches.megalix.bretagne.bzh>











■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Accord-cadre à bons de commande : Transport et traitement des déchets collectés sur les déchèteries : déchets inertes et ferrailles/batteries.**

Le présent marché a pour objet d'assurer l'enlèvement, le transport et le traitement de différents déchets collectés dans les 6 déchèteries du territoire : déchets inertes, ferrailles et batteries.

Code CPV	Libellé CPV
90500000-2	Services liés aux déchets et ordures.

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Accord-cadre à bons de commande : Transport et traitement des matériaux collectés sur les déchèteries de Guingamp-Paimpol Agglomération
 Acheteur	Guingamp-Paimpol Agglomération
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	2 lots
 Lieu d'exécution	Territoire de Guingamp-Paimpol Agglomération.
 Durée	1 An à compter du 1 ^{er} jour du mois suivant la notification, reconductible 3 fois 1 an soit une durée totale de 4 ans
 Développement durable	Critère environnemental
 Pénalités de retard	Cf. article 8.1 « pénalités » du CCAP
 Variation des prix	Révisibles – cf. Article 5.1 « Prix du contrat » du CCAP.
 Nature des prix	Prix unitaires

■ **Allotissement :**

La consultation est décomposée en 2 lots :

Objet
Lot n°1 - Enlèvement, transport et traitement des déchets inertes - montant minimum 0.00 € HT - montant maximum 160 000,00 € HT
Lot n°2 - Enlèvement, transport et valorisation de la ferraille et batteries - montant minimum 0.00 € HT - montant maximum 90 000,00 € HT

■ **Obligations du titulaire :**

Conformément au CCTP, le titulaire doit être en capacité d'intervenir du lundi au vendredi inclus (sauf jours férié) dans la réalisation des prestations du contrat.

Puis, selon l'article 4.5 du CCTP, le prestataire du lot 1 devra proposer une/des solution(s) pour optimiser le transport de gravats ayant pour finalité de réduire le nombre de rotation et donc de réduire les coûts pour la collectivité.

■ **Forme des accords-cadres :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

- **Lot n°1 : Enlèvement, transport et stockage des déchets inertes - montants sur 1 an**

Montant minimum € HT	Montant maximum € HT
0 €	160 000,00 €

- **Lot n°2 - Enlèvement, transport et valorisation de la ferraille et batteries – montants sur 1 an**








Montant minimum € HT	Montant maximum € HT
0 €	90 000.00 €

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ **Déroulé de la procédure et planning indicatif :**

	Publication de la consultation	Avril 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	Mai 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	Juin 2025
	Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles	Juin 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	Septembre 2025
	Information des candidats non retenus	Septembre 2025
	Signature et notification du contrat	Octobre 2025

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

■ **Dossier de consultation :**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC : Règlement de la consultation
- Acte d'engagement : Acte d'engagement
- BPU : Bordereau de prix unitaire
- CCAP : Cahier des clauses administratives particulières
- CCTP : Cahier des clauses techniques particulières
- DQE : Détail quantitatif estimatif
- Le tableau d'évolution du prix de rachat du lot n°2,
- Le document financier récapitulatif du lot n°2,
- Cadre de Mémoire technique

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Le candidat ne peut pas répondre à la fois en tant que titulaire et en tant que cotraitant d'un groupement.

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

■ Variantes :

La consultation ne prévoit pas de variante exigée par l'acheteur.

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

En cas de dépôts successifs il est impératif que le dernier pli contienne l'ensemble des pièces exigées. En effet, seul le dernier dépôt (pli) sera pris en compte.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre **une copie de sauvegarde de leur pli électronique**. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse :

Accord-cadre à bons de commande : Transport et traitement des déchets collectés sur les déchèteries : déchets inertes et ferrailles/batteries

COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR

Nom de l'entreprise :

Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse :

Guingamp-Paimpol Agglomération
Service achat public et affaires juridiques
11 rue de la Trinité - 22200 GUINGAMP

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
- Situation juridique :	<ul style="list-style-type: none"> - Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) - Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) - Indication du Numéro de SIREN - Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si le signataire n'est pas le représentant légal de la société ; - Une attestation d'assurance civile professionnelle.
- Capacité financière	<ul style="list-style-type: none"> - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Capacités techniques et professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marché de même nature ; Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ; Liste des principales prestations de même nature réalisées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. - Eventuellement certifications ou qualifications professionnelles dont le candidat dispose, ou tout moyen de preuve équivalent.
Attestation	<ul style="list-style-type: none"> - Une attestation prouvant la conformité du candidat avec l'accord international de transport de matières dangereuses par route (ADR) sur les lots 2 et 3.

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Contenu de l'offre

- **L'acte d'engagement** complété,
- **Le BPU complété intégralement en format PDF et format modifiable,**
- **Le DQE complété intégralement en format PDF et format modifiable,**
- Le **document financier récapitulatif** complété – LOT 2 UNIQUEMENT,
- Le **tableau d'évolution du prix d'achat** complété – LOT 2 UNIQUEMENT,
- Le **mémoire cadre de réponse** à remplir intégralement décrivant notamment les références, un exemple de dossier de prise en charge d'un équipement, la méthodologie et l'organisation proposées par le candidat pour mener à bien sa mission.
Le cadre de réponse est à remplir intégralement et obligatoirement,
Si le candidat ne respecte pas cette trame de réponse, son offre pourra être déclarée irrégulière par le pouvoir adjudicateur (cf article 4 du présent document).

■ Echanges avec l'acheteur :

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Examen des candidatures :

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R2144-1 du Code de la commande publique. Les critères relatifs à la candidature et intervenants pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

■ Examen des offres :

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Critères de jugement des offres :

Le jugement des propositions afin de choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-6 et R2152-7 du Code de la commande publique au moyen des critères suivants :

1. Prix des prestations (pondération : 70)

2. Valeur technique (pondération : 22)

3. Performances en matière de protection de l'environnement (pondération : 8)

Les critères de jugement pour le lot 1 sont les suivants :

Critères et pondération	Points
1. Prix (70 %) - NP	Note = 70 x $\frac{\text{Montant HT moins disant}}{\text{Montant HT candidat}}$

Critères et pondération	Points
2. Valeur technique (22 %) - NT	
- Procédure de contrôle, de suivi et de traçabilité du service	5 points
- Organisation mise en place pour assurer la continuité du service	5 points
- Moyens matériels et humains dédiés à l'exécution des prestations	5 points
- Description de la filière, fonctionnement de chaque site de traitement proposé	5 points
- Conditions de travail, hygiène, sécurité du personnel en phase d'exploitation	2 points
3. Performances en matière de protection de l'environnement (8 %) - NE	
- Performance de valorisation, taux de valorisation	5 points
- Réduction de l'impact du transport : optimisation du transport, équipement des véhicules, formation des chauffeurs, etc.	3 points
TOTAL	100 points

Les critères de jugement pour le lot 2 sont les suivants :

Critères et pondération	Points
1. Prix (70 %) – NP	
Sous-critère n°1 : coût HT	30 points
Sous-critère n°2 : prix plancher du BPU lot 2	
○ Prix plancher ferraille : 25 points	40 points
○ Prix plancher batteries : 15 points	
2. Valeur technique (22 %) - NT	
- Procédure de contrôle, de suivi et de traçabilité du service	5 points
- Organisation mise en place pour assurer la continuité du service	5 points
- Moyens matériels et humains dédiés à l'exécution des prestations	5 points
- Description de la filière, fonctionnement de chaque site de traitement proposé	5 points
- Conditions de travail, hygiène, sécurité du personnel en phase d'exploitation	2 points
3. Performances en matière de protection de l'environnement (8 %) - NE	
- Performance de valorisation, taux de valorisation	5 points
- Réduction de l'impact du transport : optimisation du transport, équipement des véhicules, formation des chauffeurs, etc.	3 points
TOTAL	100 points

Modalités de calcul des notes :

Pour chaque offre, les notes attribuées à chacun des 2 critères sont ensuite additionnés afin d'obtenir une notation finale de l'offre, sur un total maximum de 100 points : $N = NP + NT + NE$

Les offres seront ensuite classées en fonction du nombre de points, le plus élevé définira l'offre la mieux classée.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des Prix Unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

■ **Négociations :**

S'agissant d'une procédure d'appel d'offres, la négociation n'est pas autorisée. Chaque candidat est invité à fournir sa meilleure proposition dès la remise de son offre.

■ **Mise au point :**

En vertu de l'article R 2152-13 du Code de la commande publique, l'acheteur et le soumissionnaire retenu pourront procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

■ **Suite à donner :**

Les demandes de compléments, les notifications et l'envoi des courriers de rejets seront adressés, par voie électronique par l'intermédiaire de la plateforme Mégalis, à l'adresse indiquée à l'acte d'engagement. Ainsi une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières seront celles responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... qui pourraient nuire à leur bonne information.

■ **Attribution :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans **un délai de 10 jours** les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Pouvoirs	Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si le signataire n'est pas le représentant légal de la société

Document	Descriptif
RIB	Relevé d'Identité Bancaire
Assurance RC	Attestation d'assurance en responsabilité civile
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi
PV Comité social et économique	Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 50 salariés

Par ailleurs, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

5. COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES
Téléphone : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02 99 63 56 84
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ... ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)